



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2600>

Julien Rivoire : Palestine, s'engager dans BDS

- FSU - CDFN Mai 2018 -



L'École Émancipée

Depuis le 30 mars Israël mène, contre des manifestant.es pacifiques, une répression sanglante à Gaza : plus de 120 assassinats et des milliers de blessé.es. Les manifestations défendent le droit au retour des palestinien.es, droit reconnu par les nations unies dans la résolution 194, et s'opposent au transfert de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem, initiative piétinant là encore le droit international.

Ce massacre de manifestant.es s'accompagne d'une tentative de déshumanisation des palestinien.nes. Dans les actes et leur mise en scène, les militaires s'adonnant au tir aux pigeons et s'en félicitent sur les réseaux sociaux. Dans les discours des responsables politiques israéliens et de leurs soutiens y compris en France, accusant les Gazaoui.es d'envoyer les enfants se faire tuer, ou d'une autre manière en expliquant que la population civile ne faisait qu'être manipulé par le Hamas, leur déniaient tout libre arbitre. Les gazaouis sont enfermés depuis 12 ans dans un territoire minuscule, avec la plus forte densité au monde...Evidemment que la colère n'a besoin d'aucun mouvement politique pour qu'elle s'exprime, et nous devrions célébrer ces images de résistances et de luttes contre l'oppression.

Ces crimes de guerre se sont accompagnés depuis plus d'un mois d'une absence de réactions concrètes des chancelleries, les réactions internationales se limitant à réprimander du bout des lèvres les dirigeants israéliens, et leur demandant poliment de refréner leurs ardeurs.

Pourtant la communauté internationale dispose de tout un arsenal juridique et de sanctions permettant d'arrêter Israël à tout moment dans son escalade meurtrière. Coup d'arrêt d'autant plus nécessaire dans un contexte international où les faucons du gouvernement israéliens, avec Trump et l'Arabie Saoudite prépare une guerre avec l'Iran.

Mais lorsque les responsables politiques ne prennent pas leur responsabilité, nous devons nous, citoyens, syndicalistes et nos organisations les prendre.

C'est le sens de la campagne de Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS), dans nos mandats à la FSU, qui prévoit boycott et désinvestissement pour obtenir les sanctions internationales chargées de faire respecter le droit. Il en va du soutien au peuple palestinien. C'est, au-delà, la défense de l'idée même du droit international dont il est question.

S'inscrire concrètement pour le mouvement de solidarité dans cette campagne, c'est par exemple soutenir la demande d'un embargo sur les armes à destination d'Israël afin d'arrêter le massacre. L'embargo militaire est un outil qui a déjà été appliqué par la France à Israël en 1967 et qui est actuellement mis en oeuvre internationalement contre 18 Etats pour empêcher les escalades de violence.

Enfin, au lendemain du massacre à Gaza devrait s'ouvrir une « saison culturelle France Israël » inaugurée par le Président Macron et Nétanyahou au Grand Palais le 5 juin.

Cette saison dans un tel contexte est inacceptable, tout comme la présence du criminel de guerre Nétanyahou.

Une Manifestation le 5 Mai contre la venue de Netanyahu doit se tenir et plusieurs étapes de la flottille internationale pour briser le blocus de Gaza se tiendront dans plusieurs villes de France.

La FSU doit appuyer toutes ces mobilisations.